

**Initiatiefnemer**

Dit besluit wordt voorgesteld door de Vlaamse minister van Mobiliteit en Openbare Werken.  
Na beraadslaging,

## DE VLAAMSE REGERING BESLUIT:

**Artikel 1.** In artikel 1, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 18 december 2002 tot aanwijzing van de overtredingen waarvan de vaststelling gesteund op materiële bewijsmiddelen die door onbemande automatisch werkende toestellen worden opgeleverd, bewijskracht heeft zolang het tegendeel niet bewezen is, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 april 2019, wordt tussen de zinsnede "22quater," en de zinsnede "65.3" de zinsnede "22novies, tweede lid, laatste zin (de snelheidsbeperking aangeduid door het verkeersbord F111)," ingevoegd.

**Art. 2.** De Vlaamse minister, bevoegd voor de weginfrastructuur en het wegenbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 december 2023.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

J. JAMBON

De Vlaamse minister van Mobiliteit en Openbare Werken,

L. PEETERS

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

[C – 2024/000654]

**22 DÉCEMBRE 2023.** — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté royal du 18 décembre 2002 déterminant les infractions dont la constatation fondée sur des preuves matérielles fournies par des appareils fonctionnant automatiquement en l'absence d'un agent qualifié, fait foi jusqu'à preuve du contraire, en ce qui concerne le contrôle des infractions à la limitation de vitesse dans les zones cyclables

**Fondement juridique**

Le présent arrêté est fondé sur :

- la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, article 62, alinéa 3.

**Formalités**

Les formalités suivantes ont été remplies :

- l'Inspection des Finances a rendu un avis le 27 octobre 2023.

- le Conseil d'État a rendu l'avis n° 74.923/3 le 18 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

**Initiateur**

Le présent arrêté est proposé par la ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics.

Après délibération,

## LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 18 décembre 2002 déterminant les infractions dont la constatation fondée sur des preuves matérielles fournies par des appareils fonctionnant automatiquement en l'absence d'un agent qualifié, fait foi jusqu'à preuve du contraire, modifié par l'arrêté royal du 26 avril 2019, le membre de phrase « 22novies, alinéa 2, dernière phrase (la limitation de vitesse indiquée par le signal F111), » est inséré entre le membre de phrase « 22quater » et le membre de phrase « 65.3 ».

**Art. 2.** Le ministre flamand ayant l'infrastructure et la politique routières dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics,

L. PEETERS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/47097]

**19 OCTOBRE 2023.** — Décret modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Modification de l'intitulé

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques est remplacé par ce qui suit : « Décret relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique ».

CHAPITRE 2. — *Modifications apportées aux dispositions générales*

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du même décret est remplacé par ce qui suit : « Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. Le présent décret a pour objectif le développement des pratiques de lecture des populations de la Communauté française, dans une perspective d'éducation permanente, d'émancipation culturelle et sociale et de développement des libertés et droits culturels.

Les actions développées sont mises en œuvre de manière à favoriser l'accès au savoir et à la culture par la mise à disposition de ressources documentaires et culturelles sur tous supports, matériels et immatériels, et à permettre leurs utilisations multiples par le plus grand nombre.

§ 2. A cet effet, le présent décret organise la reconnaissance et le subventionnement d'un réseau intégré d'opérateurs qui ont pour objectif :

1° de rassembler des ressources documentaires et culturelles dans les différentes disciplines de la connaissance et de la culture ;

2° de mettre ces ressources à disposition de la population ;

3° de développer et de favoriser des actions de médiation entre ces ressources et la population, visant l'intégration des pratiques individuelles de lecture dans des pratiques collectives qui permettent tant le plaisir que la communication et favorisent la créativité, la citoyenneté et la participation à la vie culturelle. ».

**Art. 3.** L'article 2 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° « Pratiques de lecture » : toutes formes de lecture d'informations ou d'œuvres culturelles, quel qu'en soit le support, permettant des pratiques d'échanges avec autrui afin de reconstruire le sens d'un contenu ;

2° « Ressources documentaires et culturelles » : ensemble des supports physiques et numériques contenant des informations ou des œuvres culturelles et permettant des pratiques de lecture ; sont notamment visées les livres fictionnels et non fictionnels, les revues, magazines et journaux, les documents d'archives, les supports audiovisuels et les jeux ;

3° « Collection » : ensemble rassemblé et ordonné de ressources documentaires et culturelles ;

4° « Lecture publique » : service public fonctionnel assuré par les opérateurs du Réseau de la Lecture publique et leurs partenaires, dont l'objet est de contribuer aux objectifs visés à l'article 1<sup>er</sup> ;

5° « Réseau de la Lecture publique » : ensemble structuré et cohérent d'opérateurs reconnus en vertu du présent décret pour assurer le service public visé sous 4° ;

6° « Éducation permanente » : toute démarche visant l'analyse critique de la société, la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives, le développement de la citoyenneté active et l'exercice des droits sociaux, culturels, environnementaux et économiques dans une perspective d'émancipation individuelle et collective des publics en privilégiant la participation active des publics visés et l'expression culturelle ;

7° « Opérateur direct » : opérateur du Réseau de la Lecture publique qui propose des services directement à la population; il peut être composé d'une ou plusieurs bibliothèques gérées par un ou plusieurs pouvoirs organisateurs ;

8° « Opérateur d'appui » : opérateur du Réseau de la Lecture publique qui propose des services à destination d'opérateurs directs et itinérants, afin de les aider à rencontrer leurs missions, ou de pouvoirs organisateurs qui souhaitent obtenir une reconnaissance en vertu du présent décret ;

9° « Opérateur itinérant » : opérateur du Réseau de la Lecture publique qui propose des services itinérants à destination de la population d'un territoire donné, soit directement, soit par l'intermédiaire d'opérateurs directs ou de pouvoirs organisateurs partenaires ;

10° « PointCulture » : opérateur spécialisé dans les ressources documentaires et culturelles audiovisuelles, constitué sous la forme d'une association sans but lucratif enregistré au registre des personnes morales sous le numéro d'entreprise 0408.336.247 ;

11° « Fédération professionnelle reconnue » : organisation reconnue en vertu de l'article 92 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle pour représenter tout ou partie des opérateurs ou professionnels du Réseau de la Lecture publique ;

12° « Pouvoir organisateur » : personne morale qui assure, seule ou collectivement, la gestion d'une ou plusieurs bibliothèques ou d'un ou plusieurs services d'appui. Cette personne morale peut être :

a) une commune de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

b) une province de la région de langue française;

c) la Commission communautaire française;

d) la Communauté française ;

e) une association sans but lucratif dotée de la personnalité juridique ou une fondation, établie en région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

13° « Bibliothèque » : service d'accès à des ressources documentaires et culturelles, ainsi qu'aux actions de médiation qui s'y rapportent, à destination d'une population ou d'opérateurs du Réseau de la Lecture publique ;

14° « Bibliothèque locale » : opérateur direct composé d'une ou plusieurs infrastructures permanentes permettant à la population d'une commune, ou d'un ensemble cohérent de communes géographiquement proches, d'accéder à des ressources documentaires et culturelles ainsi qu'aux actions de médiation qui s'y rapportent ;

15° « Bibliothèque spéciale » : opérateur direct composé d'une ou plusieurs infrastructures permanentes qui exerce ses activités au profit de personnes relevant des compétences de la Communauté française. La bibliothèque spéciale permet l'accès à des ressources documentaires et culturelles, ainsi qu'aux actions de médiation qui s'y rapportent, à des personnes empêchées de bénéficier des services d'un autre opérateur du Réseau de lecture publique en raison d'un handicap, d'un empêchement physique ou qui peuvent être qualifiées de bénéficiaire tel que défini à l'article 3 du Traité visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées, fait à Marrakech le 27 juin 2013 ;

16° « dispositifs spécifiques » : services spécifiques de Lecture publique pouvant faire l'objet de subventions complémentaires en vertu de l'article 18, § 1<sup>er</sup>, al. 2, 1° ;

17° « établissement carcéral » : les maisons d'arrêt, les maisons de peine, les établissements de défense sociale, les maisons de détention et les maisons de transition ;

18° « médiathèque » : dispositif spécifique visé sous 16° dont les collections sont exclusivement composées de supports audiovisuels, en ce compris des jeux vidéos ;

19° « ludothèque » : dispositif spécifique visé sous 16° dont les collections sont exclusivement composées de jeux et jouets, à l'exclusion des jeux vidéos ;

20° « Normes bibliothéconomiques » : ensemble de règles selon lesquelles les opérateurs du Réseau de la Lecture publique traitent et organisent les documents qu'ils mettent à disposition du public et qui, par leur cohérence et leur uniformisation, permettent notamment de procéder entre les composants du Réseau de la Lecture publique à des échanges de données comparables, des échanges informatiques, des échanges de documents, des interfaces entre catalogues et des consultations à distance ;

21° « Catalogue collectif » : base de données informatisée à interrogation unique reprenant la production catalographique de plusieurs opérateurs et qui permet la localisation des livres, périodiques et documents catalogués ;

22° « Collection encyclopédique » : collection organisée de manière à garantir en permanence une diversification des de ressources documentaires et culturelles qui assure la représentation de toutes les classes de la classification décimale universelle (C.D.U.) ou de la classification Dewey ;

23° « Capacités langagières » : capacités de compréhension à l'audition, capacités d'expression orale, capacités de lecture et capacités de produire des écrits ;

24° « Objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique » : les objectifs visés à l'article 1.4.5-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ainsi que les stratégies, les objectifs, le programme et le calendrier définis dans le plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13 du même Code ;

25° « Libertés et droits culturels » : les libertés et droits culturels consacrés notamment par l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les articles 13, 22 et 25 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, de l'article 31 de la Convention de New York relative aux droits de l'enfant, l'article 23 de la Constitution et la Déclaration de Fribourg sur les Droits culturels, adoptée le 7 mai 2007 ;

26° « Chambre de concertation » : la Chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale ;

27° « Commission d'avis » : la Commission de l'Action culturelle et territoriale. ».

#### CHAPITRE 3. — *Modifications relatives à l'organisation du Réseau de la Lecture publique*

**Art. 4.** Dans le même décret, l'intitulé du Chapitre II est remplacé par ce qui suit : « Chapitre II. – Du Réseau de la Lecture publique ».

**Art. 5.** Dans le même chapitre, l'intitulé de la section 1<sup>re</sup> est remplacé par ce qui suit : « Section 1<sup>re</sup>. – Des opérateurs du Réseau de la Lecture publique ».

**Art. 6.** L'article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 3. Les opérateurs reconnus en vertu du présent décret forment collectivement le Réseau de la Lecture publique.

Ce réseau est composé :

1° d'opérateurs directs ;

2° d'opérateurs d'appui ;

3° d'opérateurs itinérants. ».

**Art. 7.** À l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « soit en bibliothèque itinérante » sont supprimés.

À l'alinéa 2 du même article, les mots « et de fonctionnement » et les mots « en vue du bon fonctionnement du Réseau public de la lecture » sont supprimés.

**Art. 8.** L'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Les missions d'appui sont exercées :

1° par les services du Gouvernement, agissant à l'échelle de la Communauté française et au bénéfice de tous les opérateurs du Réseau de la Lecture publique ;

2° par PointCulture, opérateur spécialisé dans les ressources documentaires et culturelles audiovisuelles agissant à l'échelle de la Communauté française et au bénéfice de tous les opérateurs culturels, notamment ceux du Réseau de la Lecture publique ;

3° par des opérateurs d'appui agissant à l'échelle d'une province ou de la Région de Bruxelles-Capitale et au bénéfice de tous les opérateurs du Réseau de la Lecture publique de leur territoire.

§ 2. Il n'existe qu'un seul opérateur d'appui au sens du § 1<sup>er</sup>, 3°, par province ou dans la Région de Bruxelles-Capitale.

À défaut d'opérateur reconnu à cet effet, le rôle d'opérateur à l'échelle d'une province ou de la Région de Bruxelles-Capitale peut être assuré par les services du Gouvernement sur le territoire concerné.

§ 3. Les services du Gouvernement, Point Culture et les opérateurs d'appui établissent entre eux des partenariats par convention pour permettre la réalisation des actions utiles au fonctionnement intégré du Réseau de la Lecture publique, notamment par la mise en commun de moyens. ».

**Art. 9.** L'article 6 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 6. Les missions des opérateurs itinérants s'exercent à l'échelle d'une province ou de la Région de Bruxelles-Capitale.

Un seul opérateur itinérant peut être reconnu par province ou dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Les modalités de collaboration entre l'opérateur itinérant et les opérateurs directs, les opérateurs d'appui ou les pouvoirs organisateurs partenaires sont fixées dans une convention conclue entre eux dans le respect du présent décret. Le Gouvernement précise les éléments qui, au minimum, doivent y figurer. ».

**Art. 10.** Dans l'intitulé de la section II du même chapitre, les mots « Réseau public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

**Art. 11.** Dans l'article 7 du même décret, le paragraphe 1<sup>er</sup> est abrogé.

Dans le paragraphe 2 du même article, les mots « Réseau public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

**Art. 12.** À l'article 8 du même décret, au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Réseau public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

Dans le même paragraphe 1<sup>er</sup>, le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 3<sup>o</sup> le partage de la constitution et de la gestion des ressources documentaires, en ce compris les catalogues ».

Au 5<sup>o</sup> du même paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots «, les opérateurs itinérants » sont insérés entre les mots « opérateurs directs » et les mots « et les opérateurs d'appui ».

Au § 2, alinéa 2, du même article, les mots « Service public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

**Art. 13.** À l'article 9 du même décret, les mots « Réseau public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

**Art. 14.** À l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « et des opérateurs itinérants visés à l'article 6 » sont insérés entre les mots « à l'article 4 » et les mots « prévoit au minimum ».

Au 1<sup>o</sup> du même paragraphe, le mot « sociales » est supprimé.

Au 5<sup>o</sup> du même paragraphe, il est inséré un 5<sup>e</sup> tiret rédigé comme suit : « - le développement de toute action visant à renforcer l'inclusion numérique des populations. ».

Au 8<sup>o</sup> du même paragraphe, le mot « évaluation » est remplacé par le mot « auto-évaluation ».

Dans le même paragraphe, il est inséré un 9<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 9<sup>o</sup> Le cas échéant, la manière dont le dispositif spécifique exercé se distingue de l'action générale de l'opérateur et s'articule avec celle-ci. ».

Dans le même article, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : « § 2. Dans un souci de cohérence de la politique culturelle menée sur un territoire déterminé, les opérateurs directs et itinérants intervenant sur ce territoire se coordonnent en vue d'y optimiser leur action. Cette coordination peut être menée avec le support de l'opérateur d'appui. ».

Au paragraphe 4 du même article, les mots « opérateur du Service public de la Lecture » sont remplacés par les mots « opérateur direct ».

**Art. 15.** L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 11. § 1<sup>er</sup>. Le plan quinquennal de développement des opérateurs d'appui, prévoit au minimum :

1<sup>o</sup> une description des objectifs généraux d'action que l'opérateur d'appui se fixe à court, moyen et long terme en fonction des problématiques définies après l'analyse des réalités du Réseau de la Lecture publique sur le territoire concerné ;

2<sup>o</sup> une description des objectifs pour une période de cinq ans reprenant :

a) les réalisations que l'opérateur veut mettre en œuvre, notamment en termes :

- de développement, d'entretien et de maintenance de bases de données, dont les catalogues collectifs ;
- de garantie d'accès à ces bases de données ;
- de mise en réseau avec des catalogues collectifs développés en dehors du Réseau de la Lecture publique ;
- de mise en commun des ressources documentaires et culturelles selon des procédures partagées, que ce soit en vue de leur diffusion ou de leur conservation ;
- de création de partenariats sur base des compétences des différents opérateurs directs du territoire ;
- de soutien aux plans quinquennaux de développement des opérateurs directs du territoire et de promotion des objectifs et actions qu'ils concernent ;
- d'organisation commune de la production de tous autres services qui facilitent l'action des opérateurs du Réseau de la Lecture publique en termes de moyens, de pédagogie d'action, de médiation et d'évaluation des résultats de l'action ;

b) le mode d'actualisation du plan au cours de son déroulement ;

3<sup>o</sup> une définition des partenariats mis en œuvre, notamment avec les opérateurs visés ci-dessous :

- les opérateurs directs et itinérants du territoire ;
- les opérateurs reconnus dans le cadre d'une autre politique culturelle de la Communauté française ;
- les opérateurs organisés, reconnus ou soutenus dans le cadre des politiques publiques relatives à l'insertion sociale, à l'alphabétisation et à la formation continuée ;
- les référents scolaires, en vue d'aider les opérateurs directs et itinérants à contribuer aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique.

4<sup>o</sup> une définition des changements envisagés en termes de progression des services offerts par les opérateurs directs du territoire concerné, en ce compris la stratégie envisagée pour accompagner, soutenir et former ces opérateurs dans l'appréhension de la dimension numérique de leur action ;

5<sup>o</sup> les moyens affectés, dont :

- les ressources humaines, financières, documentaires et d'infrastructures, rassemblées à cette fin ;
- les ressources pédagogiques nécessaires au plan quinquennal de développement ;
- les ressources numériques nécessaires à la réalisation du plan quinquennal de développement et la manière dont celles-ci s'articulent aux autres services du Réseau de la Lecture publique ;

6<sup>o</sup> la définition de la méthodologie de l'action et sa planification dans le temps ;

7<sup>o</sup> l'objet et la méthodologie de l'auto-évaluation qui accompagne le plan quinquennal de développement telle que définie aux articles 14 et 15.

§ 2. Lorsque les services du Gouvernement assurent le rôle d'opérateur d'appui en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 2, ils établissent un projet de plan quinquennal de développement conforme aux dispositions du présent article.

Ce plan est approuvé par le Gouvernement après avis de la Commission. ».

CHAPITRE 4. — *Modifications relatives à la reconnaissance des opérateurs*

**Art. 16.** Dans l'intitulé du chapitre III du même décret, les mots « Service public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

**Art. 17.** À l'article 12, alinéa 2, du même décret, les mots « Service public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

Au 6° du même alinéa, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots « , de documents » et « et documents » sont supprimés ;
- le mot « significatifs » est remplacé par le mot « significatives » ;
- le mot « représentatif » est remplacé par le mot « représentatives ».

Au 7° du même alinéa, les mots « Service public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

Au 8° du même alinéa, les mots « Service public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

Au 9° du même alinéa, les mots « de l'Administration générale de la Culture » sont remplacés par les mots « du Gouvernement ».

Le même article est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour reconnaître l'ensemble des opérateurs répondant aux conditions du présent article, les priorités sont définies comme suit :

1° la priorité est d'abord donnée au maintien, hors demande de progression, des reconnaissances faisant l'objet d'une évaluation positive ;

2° la priorité est ensuite donnée au financement des augmentations de subventions, calculées conformément à l'article 18, §§ 2 et 3 ;

3° la priorité est ensuite donnée aux nouvelles demandes de reconnaissances, hors dispositifs spécifiques, en tenant compte des critères suivants :

a) les provinces les moins soutenues par la Communauté française sont prioritaires ; pour l'application du présent critère, il y a lieu :

- de considérer l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale comme une province ;
- d'avoir égard au financement par habitant accordé, au sein de la province concernée, par la Communauté française dans le cadre des politiques culturelles, tel qu'il ressort des statistiques produites par les services du Gouvernement ;

b) au sein d'une même province ou de la Région de Bruxelles-Capitale, les territoires non couverts par un centre culturel reconnu par la Communauté française sont prioritaires ;

c) lorsque l'application des points a) et b) aboutit à une égalité, la priorité est donnée aux communes dont les communes limitrophes ne sont pas couvertes par un opérateur direct reconnu comme bibliothèque locale ;

d) lorsque l'application des points a), b) et c) aboutit à une égalité, la priorité est donnée aux communes entourées du plus petit nombre d'opérateurs directs reconnus comme bibliothèques locales ;

e) lorsque l'application des points a), b), c) et d) aboutit à une égalité, la priorité est donnée aux communes les plus éloignées d'un opérateur direct reconnu comme bibliothèque locale ;

f) lorsque l'application des points a), b), c), d) et e) aboutit à une égalité, la priorité est donnée aux opérateurs qui font déjà partie d'un catalogue collectif ;

4° il est enfin statué sur la reconnaissance de nouveaux dispositifs spécifiques en application de l'article 18, § 5 à 7. ».

**Art. 18.** À l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° l'opérateur introduit une demande de reconnaissance auprès des services du Gouvernement selon les modalités déterminées ; Lorsque l'opérateur d'appui et l'opérateur itinérant d'un même territoire sont organisés par un même pouvoir organisateur, ce dernier peut déposer un dossier unique de reconnaissance ; ».

Au 2° du même alinéa, les mots « et l'avis du Service général d'Inspection de la Culture » sont remplacés par les mots « et des services qu'il désigne ».

**Art. 19.** À l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du même décret, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit : « Les opérateurs du Réseau de la Lecture publique mènent, tout au long de l'exécution de leur plan quinquennal de développement, un processus d'auto-évaluation continu permettant d'accompagner les changements prévus, d'orienter les décisions de gestion et d'apprécier les résultats et impacts obtenus. Ce processus mène à l'établissement, à l'issue de la quatrième année du plan, d'un rapport général d'auto-évaluation. ».

Dans le même paragraphe, l'alinéa 2 est abrogé.

À l'alinéa 3 du même paragraphe, les mots « Service public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

Le même paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation aux alinéas précédents, lorsque l'opérateur d'appui et l'opérateur itinérant d'un même territoire sont organisés par un même pouvoir organisateur, mais sont reconnus selon des temporalités différentes, l'établissement du rapport général d'auto-évaluation d'un des deux opérateurs peut, moyennant demande motivée, être décalé pour coïncider avec celui de l'autre opérateur. ».

Dans le même article, le paragraphe 2 est abrogé.

Dans le même article, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit : « § 3. Les services du Gouvernement accompagnent et vérifient, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, le processus d'auto-évaluation des opérateurs du Réseau de la Lecture publique. ».

**Art. 20.** Dans l'article 15 du même décret, les alinéas existants sont regroupés en un paragraphe 1<sup>er</sup>.

Dans le même article, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit : « Le Gouvernement arrête la procédure d'évaluation de la reconnaissance dans le respect des principes suivants :

1° l'opérateur adresse aux services du Gouvernement un rapport général d'auto-évaluation établi conformément à l'article 14, ainsi qu'un projet de plan de développement pour la période quinquennale suivante ;

2° l'opportunité du maintien de la reconnaissance et le contenu du plan quinquennal de développement font l'objet d'un avis des services du Gouvernement et de la Commission;

3° après réception des avis, le Gouvernement se prononce sur le maintien de la reconnaissance et formule ses remarques éventuelles concernant le projet de plan quinquennal de développement ;

4° en cas de décision de retrait prise en exécution du présent article, la reconnaissance prend fin à l'issue de la période quinquennale faisant l'objet de l'évaluation. ».

Dans le même article, l'alinéa 2 est abrogé.

À l'alinéa 3 du même article, les mots « à l'alinéa 1<sup>er</sup>, c) » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1<sup>er</sup> » et les mots « Service public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

Le même article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit : « § 2. Lorsque les services du Gouvernement assurent le rôle d'opérateur d'appui en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 2, ils adressent à la Commission d'avis un rapport général d'auto-évaluation en même temps que le projet de plan quinquennal de développement établi conformément à l'article 11. ».

**Art. 21.** Dans l'article 16, § 1<sup>er</sup>, du même décret, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « bibliothèques de droit privé » sont remplacés par les mots « personnes morales de droit privé ».

Le paragraphe 2 du même article est remplacé par ce qui suit : « § 2. Le Gouvernement arrête la procédure de contrôle dans le respect des principes suivants :

1° au terme de chaque année civile, les services du Gouvernement contrôlent l'utilisation des subventions octroyées à l'opérateur et le respect par ce dernier des conditions de reconnaissance ;

2° s'il apparaît que l'opérateur ne respecte pas les dispositions du présent décret, il est fait application :

a) soit de la procédure prévue à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, si ce constat intervient lors de l'évaluation quinquennale de la reconnaissance ;

b) soit de la procédure prévue au chapitre V, si ce constat intervient à un autre moment. ».

Le paragraphe 3 du même article est abrogé.

#### CHAPITRE 5. — Modifications relatives au subventionnement des opérateurs

**Art. 22.** À l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « opérateurs reconnus du Service public de la Lecture » sont remplacés par les mots « opérateurs du Réseau de la Lecture publique ».

Dans le paragraphe 2 du même article, le mot « vise » est remplacé par le mot « couvre ».

**Art. 23.** L'article 18 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 18. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement octroie à tout opérateur reconnu en vertu du présent décret, selon les modalités qu'il détermine :

1° des subventions forfaitaires au titre d'intervention dans la rémunération des emplois permanents affectés par les pouvoirs organisateurs exclusivement aux activités de l'opérateur reconnu ;

2° des subventions forfaitaires de fonctionnement et d'activités, liées à la réalisation du plan quinquennal.

Le Gouvernement peut également octroyer aux opérateurs reconnus, selon les modalités qu'il détermine :

1° des subventions forfaitaires complémentaires liées à la réalisation des dispositifs spécifiques suivants :

a) gestion d'une collection encyclopédique ;

b) gestion d'une médiathèque locale ;

c) gestion d'une ludothèque locale ;

d) développement des pratiques de lecture en milieu carcéral ;

2° des subventions ponctuelles d'équipement et d'aménagement ;

3° des subventions ponctuelles d'aide à la numérisation du Réseau de la Lecture publique ;

4° des subventions pour des projets d'infrastructures réalisés par des collectivités locales, aux conditions prévues par le décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour des projets d'infrastructures culturelles.

§ 2. Les subventions accordées au titre d'intervention dans la rémunération des emplois permanents sont calculées conformément au présent paragraphe :

1° pour les opérateurs directs reconnus comme bibliothèques locales, le nombre de permanents subventionnables est établi comme suit :

Nombre d'habitants	Nombre de permanents
moins de 15.000	1,5
de 15.000 à moins de 25.000	3
de 25.000 à moins de 35.000	5
de 35.000 à moins de 50.000	6
de 50.000 à moins de 80.000	10
de 80.000 à moins de 110.000	13
de 110.000 à moins de 140.000	16

Nombre d'habitants	Nombre de permanents
de 140.000 à moins de 170.000	19
170.000 et plus	25

2° pour les opérateurs directs reconnus comme bibliothèques spéciales, le nombre de permanents subventionnables est fixé à 4 ;

3° pour les opérateurs d'appui visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3°, le nombre de permanents subventionnables est établi comme suit :

Nombre d'habitants	Nombre de permanents
moins de 750 000	4
de 750.000 à moins de 1.000.000	8
1.000.000 et plus	10
Nombre d'opérateurs directs et itinérants	Permanents supplémentaires
de 19 à 39	+1
de 40 à 49	+2
de 50 à 59	+3
de 60 à 69	+4
de 70 à 79	+5
80 et plus	+6

4° pour les opérateurs itinérants, le nombre de permanents subventionnables est établi comme suit :

Territoire de compétence	Nombre de permanents
de 500 à 3.700 km <sup>2</sup>	2
de 3.700 à 4.400 km <sup>2</sup>	4
plus de 4.400 km <sup>2</sup>	6
Nombre d'habitants	Permanents supplémentaires
de 200.000 à 500.000	+2
de 500.000 à moins de 1.000.000	+4
1.000 et plus	+6

Pour l'application du présent paragraphe, il est tenu compte des personnes inscrites dans les registres de population du territoire couvert au jour de l'introduction de la demande de reconnaissance ou du rapport général d'auto-évaluation.

Par dérogation, l'opérateur concerné peut demander un nombre de permanent inférieur à celui auquel il a droit. Ce choix est valable pour toute la durée du plan quinquennal de développement.

Le montant accordé par permanent est fixé :

1° pour les opérateurs ou les pouvoirs organisateurs établis sous la forme d'une personne morale de droit privé, par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française ;

2° pour les opérateurs ou pouvoirs organisateurs établis sous la forme d'une personne morale de droit public, par le Gouvernement.

§ 3. Pour déterminer le montant des subventions forfaitaires de fonctionnement et d'activités, le Gouvernement répartit les opérateurs en catégories dans le respect des principes définis au présent paragraphe :

1° les opérateurs directs sont répartis en quatre catégories en fonction :

a) des actions développées par l'opérateur pour favoriser :

- le développement des pratiques de lecture et des capacités langagières ;
- l'organisation de la documentation (aménagement des locaux, conditions de présentation, modalités de renouvellement, intégration dans le Réseau de la Lecture publique) ;
- l'accès à la recherche documentaire (modalités physiques ou virtuelles d'accès, horaires, information et conseil, outils de recherches individuels et collectifs mis à disposition, intégration dans le Réseau de la Lecture publique)

b) de l'offre de ressources documentaires et culturelles, en termes :

- de qualité, de variété, de quantité et de renouvellement des collections ;
- d'adaptation à la population et au plan quinquennal de développement ;

c) de l'intégration du plan quinquennal de développement dans les politiques culturelles locales (accueil, cogestion de projets et production en partenariat) ;

d) des modalités d'auto-évaluation (type d'évaluation, acteurs impliqués et qualité des outils construits) ;

2° les opérateurs d'appui visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3°, sont répartis en quatre catégories en fonction :

a) des actions développées pour organiser la coopération entre opérateurs directs (qualité, quantité, envergure et effets escomptés)

b) du degré de mutualisation des services (qualité, quantité, nombre de participants et résultats visés)

3° les opérateurs itinérants sont répartis en deux catégories en fonction des critères visés sous 1°.

§ 4. Dans chaque province et dans la Région de Bruxelles-Capitale, des subventions complémentaires au titre d'intervention dans la rémunération des emplois permanents peuvent être accordées aux opérateurs directs qui souhaitent assurer la conservation d'une collection encyclopédique disponible pour les opérateurs directs et les usagers d'un territoire plus large que celui visé par leur reconnaissance.

Le nombre de permanents subventionnables est réparti de la manière suivante :

Territoire	Nombre de permanents
Province de Brabant wallon	7
Région de Bruxelles-Capitale	33
Province de Hainaut	35
Province de Liège	29
Province de Luxembourg	4
Province de Namur	11

Les opérateurs bénéficiaires, et le nombre de permanents qui leur sont accordés, sont déterminés sur proposition de l'opérateur d'appui de la province ou la région concernée.

Le montant accordé par permanent est fixé conformément au paragraphe 2.

§ 5. Pour pouvoir bénéficier de subventions complémentaires liées à la gestion d'une médiathèque locale, l'opérateur demandeur doit satisfaire aux conditions particulières suivantes :

- 1° être reconnu comme opérateur direct ou itinérant de catégorie 2 au minimum ;
- 2° ne pas bénéficier de subventions complémentaires pour un autre dispositif spécifique visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, c) ou d) ;
- 3° inclure la gestion de la médiathèque locale dans son plan quinquennal de développement, et en faire une priorité à part entière ;
- 4° développer une stratégie de développement des pratiques de lecture et des capacités langagières propre au dispositif concerné et cohérente au regard de son plan d'action, de son territoire d'action et de la population visée ; cette stratégie précise notamment :

- a) la politique d'accroissement et de renouvellement des collections ;
- b) la politique de référencement et de développement des catalogues ;
- c) la politique d'accessibilité, en ce compris la politique tarifaire ;
- d) la politique de médiation ;
- e) les modalités de partenariats avec PointCulture ;

5° disposer de ressources propres suffisantes en termes :

- a) de collections de médias audios, audiovisuels ou numériques ;
- b) de budget, d'espace et de personnel formé affecté à la gestion du dispositif ;

Le Gouvernement précise les exigences minimales requises pour répondre aux conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 6. Pour pouvoir bénéficier de subventions complémentaires liées à la gestion d'une ludothèque locale, l'opérateur demandeur doit satisfaire aux conditions particulières suivantes :

- 1° être reconnu comme opérateur direct ou itinérant de catégorie 2 au minimum ;
- 2° ne pas bénéficier de subventions complémentaires pour un autre dispositif spécifique visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, b) ou d) ;
- 3° inclure la gestion de la ludothèque locale dans son plan quinquennal de développement, et en faire une priorité à part entière ;
- 4° développer une stratégie de développement des pratiques de lecture et des capacités langagières propre au dispositif concerné et cohérente au regard de son plan d'action, de son territoire d'action et de la population visée ; cette stratégie précise notamment :

- a) la politique d'accroissement et de renouvellement des collections ;
- b) la politique de référencement et de développement des catalogues ;
- c) la politique d'accessibilité, en ce compris la politique tarifaire ;
- d) la politique de médiation ;

5° disposer de ressources propres suffisantes en termes :

- a) de collections de jeux ;
- b) de budget, d'espace et de personnel formé affecté à la gestion du dispositif ;

Le Gouvernement précise les exigences minimales requises pour répondre aux conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 7. Pour pouvoir bénéficier de subventions complémentaires pour le développement des pratiques de lecture en milieu carcéral, l'opérateur demandeur doit satisfaire aux conditions particulières suivantes :

- 1° être reconnu comme opérateur direct ou itinérant de catégorie 2 au minimum ;
- 2° ne pas bénéficier de subventions complémentaires pour un autre dispositif spécifique visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, b) ou c) ;
- 3° avoir conclu un protocole de collaboration avec un ou plusieurs établissements carcéraux établis sur son territoire ou sur un territoire proche dépourvu d'un opérateur direct ou itinérant reconnu ;
- 4° développer une stratégie de développement des pratiques de lecture et des capacités langagières propre au dispositif concerné et cohérente au regard de son plan d'action, de son territoire d'action et de la population visée ; cette stratégie précise notamment :

- a) la politique d'accroissement et de renouvellement des collections ;
- b) la politique de référencement et de développement des catalogues ;
- c) la politique d'accessibilité ;
- d) la politique de médiation ;

5° disposer de ressources propres suffisantes en termes de budget, d'espace et de personnel formé affecté à la gestion du dispositif ;

Le Gouvernement précise les exigences minimales requises pour répondre aux conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 8. Le Gouvernement détermine les conditions que doivent respecter la note de motivation et la note d'intention prévue dans le décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour des projets d'infrastructures culturelles et son arrêté d'application, afin que le programme complet des installations soit conforme avec le présent décret. ».



**Art. 24.** Dans le même décret, il est inséré un article 18/1 rédigé comme suit : « Art. 18/1. Pour l'exercice de ses missions d'appui, le Gouvernement octroie à PointCulture :

1° une subvention annuelle à l'emploi accordée en vertu de l'article 5 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française ;

2° une subvention annuelle de fonctionnement et d'activités.

L'octroi des subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est conditionné à la conclusion d'un contrat-programme entre l'opérateur et la Communauté française. Ce contrat est conclu pour une durée de cinq ans et précise :

1° la période couverte par le contrat ;

2° le plan de développement quinquennal de l'opérateur, contenant les éléments visés à l'article 11 ; le projet développé doit être :

a) conforme aux objectifs définis à l'article 1<sup>er</sup> ;

b) spécifique à l'opérateur, et cohérent au regard de son expertise et de ses ressources documentaires et culturelles audiovisuelles ;

c) non-redondant vis-à-vis de projets de même nature développés par d'autres acteurs culturels, subventionnés ou non par la Communauté française ;

d) complémentaires par rapport aux activités des autres opérateurs culturels reconnus ou subventionnés par la Communauté française ;

3° les modalités d'octroi des subventions et, en particulier:

a) les montants accordés annuellement;

b) les modalités de liquidation;

c) les modalités d'indexation;

4° les modalités d'évaluation du projet et, en particulier:

a) une description du processus d'auto-évaluation, conforme à l'article 14 ;

b) le contenu et les modalités de remise du rapport général d'auto-évaluation;

5° les engagements de l'opérateur en termes :

a) d'équilibre financier;

b) de bonne gouvernance;

c) de respect des usagers;

6° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française, en ce compris les modalités d'établissement d'un plan d'assainissement s'il y a lieu;

7° les modalités d'accompagnement par les services du Gouvernement;

8° les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement du contrat. ».

**Art. 25.** Dans l'article 19, § 2, du même décret, les mots « Réseau public de la Lecture » sont à chaque fois remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

**Art. 26.** L'article 20 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 20. Les montants arrêtés en vertu des articles 18, 18/1 et 19 sont indexés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'indice santé. Le Gouvernement précise la formule d'indexation applicable.

Par dérogation, les subventions calculées conformément au décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française ou au décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour des projets d'infrastructures culturelles sont indexées conformément aux modalités prévues par lesdits décrets. ».

**Art. 27.** Dans l'article 21 du même décret, à l'alinéa 2, 2°, les mots « versée aux opérateurs reconnus » sont remplacés par le mot « liquidée ».

À l'alinéa 3 du même article, les mots « à l'association » sont remplacés par les mots « à l'opérateur ».

L'alinéa 4 du même article est abrogé.

**Art. 28.** L'article 23 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 23. Les opérateurs du Réseau de la Lecture publique qui ne respectent pas les conditions du présent décret peuvent se voir retirer leurs subventions ou leur reconnaissance. ».

**Art. 29.** Dans l'article 24, 1°, du même décret, les mots « Sur base d'un avis du Service général de l'Inspection de la Culture constatant que l'opérateur » sont remplacés par les mots « Lorsque qu'ils constatent qu'un opérateur du Réseau de la Lecture publique. ».

**Art. 30.** Dans l'article 26 du même décret, les mots « à l'article 18, 1° » sont remplacés par les mots « à l'article 18, §§ 2 et 4 ».

#### CHAPITRE 6. — *Autres modifications*

**Art. 31.** L'intitulé du chapitre VI du même décret est remplacé par ce qui suit : « Chapitre VI. - De l'évaluation du Réseau de la Lecture publique ».

**Art. 32.** Dans l'article 27 du même décret, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit : « § 1<sup>er</sup>. Les services du Gouvernement évaluent chaque année le fonctionnement global du Réseau de la Lecture publique. Les conclusions de cette évaluation sont déposées auprès de la Chambre de concertation. ».

Dans le paragraphe 2 du même article, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « par les opérateurs qui œuvrent au développement du Service public de la Lecture » sont remplacés par les mots « par le Réseau de la Lecture publique ».

À l'alinéa 2 du même paragraphe, les mots « de Service public de la Lecture » sont remplacés par les mots « du Réseau de la Lecture publique ».

**Art. 33.** Dans le même décret, le chapitre VII et l'article 28 qu'il contient sont abrogés.

**Art. 34.** Dans le même décret, l'article 34 est abrogé.

**Art. 35.** Dans le même décret, l'article 36 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation, les paragraphes 5 à 7 de l'article 18 entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement. ».

**Art. 36.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, le 12° est remplacé par ce qui suit : « 12° « PointCulture » : opérateur spécialisé dans les ressources documentaires et culturelles audiovisuelles, constitué sous la forme d'une association sans but lucratif enregistré au registre des personnes morales sous le numéro d'entreprise 0408.336.247 ; ».

Au 9° du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « organisé par le Réseau public de la Lecture » sont remplacés par les mots « et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique, » ;

2° les mots « Service public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique, ».

**Art. 37.** L'arrêté royal du 7 avril 1971 fixant les conditions d'octroi de subventions à la Médiathèque francophone de Belgique et les conditions d'agrégation et d'octroi de subventions aux organismes régionaux et locaux assurant le prêt de moyens audiovisuels au service de l'éducation permanente est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 octobre 2023.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-  
Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—  
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 591-1 – Amendement(s) en commission, n° 591-2 - Rapport de commission, n° 591-3 – Texte adopté en commission, n° 591-4 – Amendement(s) en séance, n° 591-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 591-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 18 octobre 2023.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/47097]

**19 OKTOBER 2023. — Decreet tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare leatuurvoorziening en de openbare bibliotheken (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Wijziging van het opschrift*

**Artikel 1.** Het opschrift van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare leatuurvoorziening en de openbare bibliotheken wordt vervangen als volgt : « Decreet betreffende de ontwikkeling van leespraktijken en de organisatie van het Netwerk voor openbare leatuurvoorziening ».

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen aangebracht aan de algemene bepalingen*

**Art. 2.** Artikel 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Artikel 1. § 1. Dit decreet heeft als doel de ontwikkeling van leespraktijken van de bevolking van de Franse Gemeenschap met het oog op de permanente opvoeding, culturele en sociale emancipatie en de ontwikkeling van culturele vrijheden en rechten.

De ontwikkelde acties worden op een zodanige manier uitgevoerd dat de toegang tot kennis en cultuur wordt bevorderd door de terbeschikkingstelling van documentaire en culturele hulpbronnen op alle materiële en immateriële dragers en dat het veelvoudige gebruik ervan door het grootste aantal vergemakkelijkt wordt.

§ 2. Daartoe heeft dit decreet tot doel de erkenning en de subsidiëring van een geïntegreerd netwerk van operatoren die tot doel hebben :

1° documentaire en culturele hulpbronnen samen te brengen in de verschillende vakken van kennis en cultuur ;

2° deze hulpbronnen ter beschikking te stellen van de bevolking ;

3° bemiddelingsacties tussen de hulpbronnen en de bevolking te ontwikkelen en te bevorderen met het oog op de integratie van individuele leespraktijken in de collectieve praktijken die zowel vermaak als communicatie mogelijk maken en creativiteit, burgerschap en deelname aan het culturele leven bevorderen.».

**Art. 3.** Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « Leespraktijken » : alle leesvormen van informatie of culturele werken, ongeacht de drager, waarbij uitwisselingspraktijken met anderen mogelijk zijn om de zin van de inhoud opnieuw te ontdekken;

2° « Documentaire en culturele hulpbronnen » : alle fysieke en digitale dragers die informatie of culturele werken bevatten en leespraktijken mogelijk maken ; worden inzonderheid bedoeld fictie- en niet-fictieboeken, tijdschriften en kranten, archiefdocumenten, audiovisuele dragers en spelen;

3° « Collectie » : verzameld en geordend geheel van documentaire en culturele hulpbronnen ;

4° « Openbare leetuurvoorziening » : functionele openbare dienst verleend door de operatoren van het netwerk voor openbare leetuurvoorziening en hun partners met als doel een bijdrage te leveren aan de doelstellingen bedoeld in artikel 1;

5° « Netwerk voor openbare leetuurvoorziening » : gestructureerd en samenhangend geheel van de operatoren erkend krachtens dit decreet om de openbare dienst bedoeld in 4° aan te bieden;

6° « Permanente opvoeding » : elke benadering gericht op de kritische analyse van de maatschappij, het stimuleren van democratische en collectieve initiatieven, de ontwikkeling van actief burgerschap en de uitoefening van sociale, culturele, milieu- en economische rechten met het oog op de individuele en collectieve emancipatie van het publiek door het bevorderen van de actieve deelname van de doelgroepen en culturele expressie;

7° « Rechtstreekse operator » : operator van het netwerk voor openbare leetuurvoorziening die rechtstreekse diensten voorstelt aan de bevolking; hij kan samengesteld worden uit één of meerdere bibliotheken beheerd door één of meer inrichtende machten ;

8° « Steunoperator » : operator van het netwerk voor openbare leetuurvoorziening die diensten voorstelt aan de rechtstreekse en reizende operatoren om hen te helpen bij het vervullen van hun opdrachten, of aan inrichtende machten die een erkenning wensen te krijgen krachtens dit decreet;

9° « Reizende operator » : operator van het netwerk voor openbare leetuurvoorziening die reizende diensten voorstelt aan de bevolking van een bepaal grondgebied, ofwel rechtstreeks, ofwel via rechtstreekse operatoren of partner inrichtende machten;

10° « PointCulture » : operator gespecialiseerd in audiovisuele documentaire en culturele hulpbronnen, samengesteld in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk ingeschreven in het rechtspersonenregister onder het ondernemingsnummer 0408.336.247 ;

11° « Erkende beroepsfederatie » : organisatie erkend krachtens artikel 92 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur om alle of een gedeelte van de operatoren of professionelen van het netwerk voor openbare leetuurvoorziening te vertegenwoordigen;

12° « Inrichtende machten » : rechtspersoon die alleen of collectief één of meer bibliotheken of één of meer steundiensten beheert. Onder rechtspersoon wordt verstaan :

a) een gemeente van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

b) een provincie van het Franse taalgebied;

c) de Franse Gemeenschapscommissie;

d) de Franse Gemeenschap ;

e) een vereniging zonder winstoogmerk met een rechtspersoonlijkheid of een stichting, gevestigd in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad ;

13° « Bibliotheek » : dienst voor de toegang tot documentaire en culturele hulpbronnen alsook tot desbetreffende bemiddelingsacties, bedoeld voor een bevolking of operatoren van het netwerk voor openbare leetuurvoorziening;

14° « Plaatselijke bibliotheek » : rechtstreekse operator bestaande uit één of meer permanente infrastructuren die de bevolking van een gemeente, of van een samenhangende groep van geografisch dichtbij gelegen gemeenten, toegang geven tot documentaire en culturele hulpbronnen, evenals tot de desbetreffende bemiddelingsacties ;

15° « Speciale bibliotheek » : rechtstreekse operator bestaande uit één of meer permanente infrastructuren die zijn activiteiten uitoefent ten behoeve van personen die onder de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap vallen. De speciale bibliotheek biedt toegang tot documentaire en culturele hulpbronnen, evenals tot desbetreffende bemiddelingsacties, tot personen die geen gebruik kunnen maken van de diensten van een andere operator van het netwerk voor openbare leetuurvoorziening wegens een handicap, een fysieke belemmering of die als begunstigde kunnen worden beschouwd, zoals bepaald in artikel 3 van het Verdrag inzake toegang tot gepubliceerde werken voor personen die blind of visueel gehandicapt zijn of voor personen die andere leesmoelijkheden hebben met gedrukte teksten, gedaan te Marrakech op 27 juni 2013;

16° « specifieke voorzieningen » : specifieke diensten voor openbare leetuurvoorziening die in aanmerking kunnen komen voor bijkomende subsidies krachtens artikel 18, § 1, tweede lid, 1° ;

17° « penitentiaire inrichting » : arresthuizen, straffhuizen, inrichtingen voor sociale bescherming, detentiehuisen en transitiehuisen ;

18° « mediatheek » : specifieke voorziening bedoeld in 16° waarvan de collecties uitsluitend bestaan uit audiovisuele dragers, met inbegrip van videospelen;

19° « spelothek » : specifieke voorziening bedoeld in 16° waarvan de collecties uitsluitend bestaan uit spelen en speelgoederen, met uitzondering van videospelen ;

20° « Bibliotheconomische normen » : geheel van regels volgens welke de operatoren van het netwerk voor openbare leetuurvoorziening de documenten behandelen en organiseren die ze ter beschikking stellen van het publiek en die, door hun samenhang en uniformering, ertoe leiden uitwisselingen van gelijkaardige gegevens, informaticagegevens, documentengegevens, interfaces tussen catalogussen, raadplegingen op afstand mogelijk te maken tussen de componenten van het netwerk voor openbare leetuurvoorziening;

21° « Collectieve catalogus » : geïnformatiseerde database met één zoekopdracht die de catalogisering van de productie van verschillende operatoren omvat en die de locatie van boeken, tijdschriften en gecatalogiseerde documenten mogelijk maakt;

22° « Encyclopedische collectie » : collectie die zodanig is georganiseerd dat de diversificatie van documentaire en culturele hulpbronnen permanent wordt gegarandeerd, waardoor de vertegenwoordiging van alle klassen van de universele decimale classificatie (UDC) of de Dewey-classificatie wordt gegarandeerd;

23° « Taalvaardigheden » : vaardigheden begrijpend luisteren, vaardigheden mondelinge expressie, leesvaardigheden en vaardigheden tot productie van geschreven taal;

24° « Doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijs traject. » : de doelstellingen bedoeld in artikel 1.4.5-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, alsook de strategieën, de doelstellingen, het programma en de kalender bepaald in het actieplan bedoeld in artikel 1.4.5-13 van hetzelfde Wetboek ;

25° « Culturele vrijheden en rechten » : de culturele vrijheden en rechten bevestigd door artikel 27 de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, artikel 15 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, de artikelen 13, 22 en 25 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, artikel 31 van het Verdrag van New York inzake de rechten van het kind, artikel 23 van de Grondwet en de Verklaring van Fribourg over de culturele rechten, aangenomen op 7 mei 2007 ;

26° « Overlegkamer » : de Overlegkamer van culturele en territoriale actie ;

27° « Adviescommissie » : de Commissie voor culturele en territoriale actie. ».

*HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen betreffende de organisatie van het netwerk voor openbare lectuurvoorziening*

**Art. 4.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van Hoofdstuk II vervangen als volgt : « Hoofdstuk II. – Het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

**Art. 5.** In hetzelfde hoofdstuk wordt het opschrift van de afdeling 1 vervangen als volgt : « Afdeling 1. – Operatoren van het netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

**Art. 6.** Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 3. De operatoren die erkend zijn krachtens dit decreet vormen collectief het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening.

Dit netwerk bestaat uit:

1° rechtstreekse operatoren ;

2° steunoperatoren ;

3° reizende operatoren. ».

**Art. 7.** In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « ofwel als reizende bibliotheek » geschrapt.

In het tweede lid van hetzelfde artikel worden de woorden « en de werking » en de woorden « voor de goede werking van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening » geschrapt.

**Art. 8.** Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 5. § 1. De steunopdrachten worden uitgeoefend :

1° door de diensten van de Regering, optredend op het niveau van de Franse Gemeenschap en ten behoeve van alle operatoren van het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ;

2° door PointCulture, operator gespecialiseerd in audiovisuele documentaire en culturele hulpbronnen, optredend op het niveau van de Franse Gemeenschap en ten behoeve van alle culturele operatoren, inzonderheid die van het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ;

3° door de steunoperatoren, optredend op het niveau van een provincie of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en ten behoeve van alle operatoren van het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening van hun grondgebied.

§ 2. Er is slechts één steunoperator in de zin van § 1, 3°, per provincie of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Bij ontstentenis van een daartoe erkende operator kan de rol van operator op het niveau van een provincie of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden uitgeoefend door de diensten van de regering op het betrokken grondgebied.

§ 3. De diensten van de regering, Point Culture en de steunoperatoren brengen bij overeenkomst partnerschappen tot stand om de uitvoering van acties mogelijk te maken die nuttig zijn voor de geïntegreerde werking van het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening, in het bijzonder door het samenbrengen van middelen. ».

**Art. 9.** Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 6. De opdrachten van reizende operatoren worden uitgevoerd op het niveau van een provincie of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Een enkele reizende operator kan erkend worden per provincie of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De nadere regels voor de samenwerking tussen de reizende operator en de rechtstreekse operatoren, de steunoperatoren of de partner inrichtende machten worden vastgesteld in een overeenkomst die tussen hen worden gesloten met inachtneming van dit decreet. De Regering bepaalt de elementen die ten minste erop vermeld moeten worden. ».

**Art. 10.** In het opschrift van de afdeling II van hetzelfde hoofdstuk worden de woorden « Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening » vervangen door de woorden « Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

**Art. 11.** In artikel 7 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 opgeheven.

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel worden de woorden « Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening » vervangen door de woorden « Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

**Art. 12.** In artikel 8 van hetzelfde decreet, in § 1, eerste lid, en in § 2, eerste lid, worden de woorden « Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening » vervangen door de woorden « Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

In dezelfde paragraaf 1 wordt 3° vervangen als volgt : « 3° het delen van de samenstelling en van het beheer van documentaire hulpbronnen, met inbegrip van catalogussen ».

In 5° van dezelfde paragraaf 1 worden de woorden «, de reizende operatoren » ingevoegd tussen de woorden « rechtstreekse operatoren » en de woorden « en de steunoperatoren ».

In § 2, tweede lid, van hetzelfde artikel worden de woorden « Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening » vervangen door de woorden « Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

**Art. 13.** In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de woorden « Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening » vervangen door de woorden « Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

**Art. 14.** In artikel 10, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « en van de reizende operatoren bedoeld in artikel 6 » ingevoegd tussen de woorden « in artikel 4 » en de woorden « voorziet minimum in ».

In 1° van dezelfde paragraaf wordt het woord « sociale » geschrapt.

In 5° van dezelfde paragraaf wordt een 5e streepje ingevoegd, luidend als volgt : « - de ontwikkeling van elke actie ter versterking van de digitale inclusie van bevolkingsgroepen. ».

In 8° van dezelfde paragraaf wordt het woord « evaluatie » vervangen door het woord « zelfevaluatie ».

In dezelfde paragraaf wordt een 9° ingevoegd, luidend als volgt : « 9° In voorkomend geval, de wijze waarop de genomen specifieke maatregelen zich onderscheiden van de algemene actie van de operator en het uitgangspunt ervan vorm. ».

In hetzelfde artikel wordt paragraaf 2 vervangen als volgt : "§ 2: "2 Met het oog op de samenhang van het cultuurbeleid gevoerd op een bepaald grondgebied coördineren de rechtstreekse en reizende operatoren die in dat gebied werkzaam zijn hun activiteiten met het oog op de optimalisering van hun actie. Deze coördinatie kan worden uitgevoerd met de steun van de steunoperator".

In paragraaf 4 van hetzelfde artikel worden de woorden "operator van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening" vervangen door de woorden "rechtstreekse operator".

**Art. 15.** Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 11. § 1.

Het vijfjarige ontwikkelingsplan van de steunoperatoren voorziet minimum in :

1° een beschrijving van de algemene actiedoelstellingen van de steunoperator op korte, middellange en lange termijn in functie van de problematieken bepaald na de analyse van de werkelijkheid van het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening op het betrokken grondgebied;

2° een beschrijving van de doelstellingen voor een periode van vijf jaar met inbegrip van :

a) de verwezenlijkingen die de operator wil uitvoeren, inzonderheid inzake :

- de ontwikkeling, het onderhoud en de controle van de databanken, waaronder de collectieve catalogussen
- de gewaarborgde toegang tot deze databanken ;
- de netwerking via collectieve catalogussen ontwikkeld buiten het netwerk voor openbare lectuurvoorziening ;
- het gemeenschappelijk gebruik van documentaire en culturele hulpbronnen volgens gedeelde procedures, of voor hun verspreiding of voor hun bewaring;
- de creatie van partnerschappen op basis van de bevoegdheden van de verschillende rechtstreekse operatoren van het grondgebied ;
- de steun aan de vijfjarige ontwikkelingsplannen van de rechtstreekse operatoren van het grondgebied en de promotie van de doelstellingen en acties waarbij ze betrokken worden;

- de gemeenschappelijke organisatie van de productie van elk andere dienst die de actie vergemakkelijken van de operatoren van het netwerk voor openbare lectuurvoorziening, inzonderheid inzake middelen, actiepedagogie, bemiddeling en resultatenevaluatie van de actie;

b) de actualisering wijze van het plan tijdens het verloop ervan ;

3° een definitie van de geïmplementeerde partnerschappen, inzonderheid met de hierna vermelde operatoren :

- de rechtstreekse en reizende operatoren van het grondgebied ;
- de operatoren die erkend zijn in het kader van een ander cultuurbeleid van de Franse Gemeenschap ;
- de operatoren die georganiseerd, erkend of ondersteund zijn in het kader van het overheidsbeleid met betrekking tot sociale integratie, alfabetisering en voortgezette opleiding ;
- de referentiepersonen van de scholen om de rechtstreekse en reizende operatoren te helpen een bijdrage te leveren aan doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijsproject.

4° een omschrijving van de beoogde veranderingen in het dienstenaanbod van de rechtstreekse operatoren in het betrokken grondgebied, met inbegrip van de beoogde strategie om deze operatoren te begeleiden, te ondersteunen en op te leiden in het begrijpen van de digitale dimensie van hun actie;

5° de toegewezen middelen , waaronder :

- de personele, financiële, documentaire en infrastructurele middelen die voor dit doel zijn verzameld ;
- de pedagogische middelen die nodig zijn voor het vijfjarige ontwikkelingsplan ;
- de digitale middelen die nodig zijn om het vijfjarige ontwikkelingsplan uit te voeren en de manier waarop deze gekoppeld zijn aan de andere diensten van het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening;

6° de definitie van de methodologie van de actie en de planning ervan in de tijd ;

7° het doel en de methodologie van de zelfevaluatie die gepaard gaat met het vijfjarige ontwikkelingsplan zoals bepaald in de artikelen 14 en 15.

§ 2. Wanneer de diensten van de Regering krachtens artikel 5, § 2, tweede lid, de rol van steunoperator opnemen, stellen zij een ontwerp van vijfjarig ontwikkelingsplan op overeenkomstig de bepalingen van dit artikel

Dit plan wordt door de Regering na advies van de Commissie goedgekeurd. ».

#### HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen betreffende de erkenning van operatoren*

**Art. 16.** In het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde decreet worden de woorden « Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening » vervangen door de woorden « Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

**Art. 17.** In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden «Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening » vervangen door de woorden « Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

In 6° van hetzelfde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- het woord «, documenten » en « en documenten » worden geschrapt ;
- het woord « significatifs » in de Franse tekst wordt vervangen door het woord « significatives » ;
- het woord « représentatif » in de Franse tekst wordt vervangen door het woord « représentatives ».

In 7° van hetzelfde lid worden de woorden « Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening » vervangen door de woorden « Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

In 8° van hetzelfde lid worden de woorden « Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening » vervangen door de woorden « Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

In 9° van hetzelfde lid worden de woorden «van het Algemeen bestuur voor Cultuur » vervangen door de woorden « van de Regering ».

Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « Wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn voor de erkenning van alle operatoren die aan de voorwaarden van dit artikel voldoen, worden de prioriteiten als volgt vastgesteld:

1° prioriteit wordt eerst verleend aan het behoud, buiten aanvraag om vooruitgang, van de erkenningen die een gunstige evaluatie hebben gekregen;

2° vervolgens wordt prioriteit verleend aan de financiering van verhogingen van subsidies, berekend overeenkomstig artikel 18, §§ 2 en 3 ;

3° Er wordt dan prioriteit verleend aan nieuwe erkenningsaanvragen, met uitsluiting van specifieke voorzieningen, rekening houdend met de volgende criteria:

a) de provincies die de minste steun ontvangen van de Franse Gemeenschap krijgen voorrang; voor de toepassing van dit criterium moet :

- het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad beschouwd worden als een provincie;

- rekening worden gehouden met de financiering per inwoner die in de betrokken provincie door de Franse Gemeenschap wordt toegekend in het kader van het cultuurbeleid, zoals blijkt uit de statistieken van de diensten van de regering ;

b) binnen dezelfde provincie of binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, krijgen de gebieden die niet gedekt worden door een cultureel centrum erkend door de Franse Gemeenschap voorrang;

c) wanneer de toepassing van de punten a) en b) tot een gelijke stand leidt, wordt voorrang gegeven aan gemeenten waarvan de naburige gemeenten niet worden gedekt door een rechtstreekse operator die als plaatselijke bibliotheek erkend wordt;

d) wanneer de toepassing van de punten a), b) en c) tot een gelijke stand leidt, wordt voorrang gegeven aan gemeenten met het laagste aantal rechtstreekse operatoren die erkend worden als plaatselijke bibliotheken;

e) wanneer de toepassing van de punten a), b), c) en d) tot een gelijke stand leidt, wordt voorrang gegeven aan gemeenten die het verst verwijderd zijn van een rechtstreekse operator die erkend wordt als plaatselijke bibliotheek;

f) wanneer de toepassing van de punten a), b), c), d) en e) tot een gelijke stand leidt, wordt voorrang gegeven aan de operatoren die reeds deel uitmaken van een collectieve catalogus;

4° er wordt definitief beslist over de erkenning van nieuwe specifieke voorzieningen met toepassing van artikel 18, § 5 tot en met 7.».

**Art. 18.** In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt 1° vervangen als volgt : « 1° de operator dient een aanvraag om erkenning in bij de diensten van de Regering volgens de bepaalde nadere regels; wanneer de steunoperator en de reizende operator van eenzelfde grondgebied georganiseerd worden door eenzelfde inrichtende macht kan deze laatste één enkel erkenningsdossier indienen ; ».

In 2° van hetzelfde lid worden de woorden « en het advies van de Algemene inspectiedienst voor cultuur » vervangen door de woorden « en de diensten die hij aanwijst ».

**Art. 19.** In artikel 14, § 1 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt : « De operatoren van het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening voeren tijdens de uitvoering van hun vijfjarige ontwikkelingsplan, een permanent zelfevaluatieproces uit om de geplande veranderingen te ondersteunen, de managementbeslissingen te sturen en de bereikte resultaten en impact te beoordelen. Dit proces leidt tot het opstel van een algemeen zelfevaluatieverslag aan het einde van het vierde jaar van het plan. ».

In dezelfde paragraaf wordt het tweede lid opgeheven.

In het derde lid van dezelfde paragraaf worden de woorden « Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening » vervangen door de woorden « Netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

Dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « In afwijking van de vorige leden kan, wanneer de steunoperator en de reizende operator op hetzelfde grondgebied door eenzelfde inrichtende macht georganiseerd worden, mais volgens verschillende tijdschema's worden erkend, de opstelling van het algemeen zelfevaluatieverslag van één van beide operatoren, mits een met redenen omklede aanvraag, uitgesteld worden zodat het samenvalt met dat van de operator. ».

In hetzelfde artikel wordt paragraaf 2 opgeheven.

In hetzelfde artikel wordt paragraaf 3 vervangen als volgt : « § 3. De diensten van de Regering ondersteunen en controleren, volgens de nadere regels bepaald door de regering, het zelfevaluatieproces van de operatoren van het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening. ».

**Art. 20.** In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de bestaande leden samengevoegd tot een nieuwe paragraaf 1.

In dezelfde paragraaf wordt lid 1 vervangen door de volgende tekst: "De Regering bepaalt de procedure voor de evaluatie van de erkenning overeenkomstig de volgende beginselen:

1° de operator bezorgt de Regering een algemeen zelfevaluatieverslag, opgesteld overeenkomstig artikel 14, samen met een ontwerp van ontwikkelingsplan voor de volgende periode van vijf jaar;

2° de wenselijkheid van het behoud van de erkenning en de inhoud van het vijfjarig ontwikkelingsplan maken het voorwerp uit van een advies van de Regeringsdiensten en de Commissie;

3° na ontvangst van de adviezen beslist de Regering over het behoud van de erkenning en formuleert ze haar eventuele opmerkingen bij het ontwerp van vijfjarig ontwikkelingsplan;

4° in geval van een krachtens dit artikel genomen beslissing tot intrekking van de erkenning, eindigt de erkenning op het einde van de onderzochte periode van vijf jaar.

Lid 2 van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

In lid 3 van hetzelfde artikel worden de woorden "in lid 1, c)" vervangen door de woorden "in lid 1" en worden de woorden "Openbare lectuurvoorziening" vervangen door de woorden "Openbare lectuurvoorziening".

Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2 die als volgt luidt: "§ 2. Wanneer de diensten van de Regering krachtens artikel 5, § 2, tweede lid, de rol van steunoperator op zich nemen, bezorgen zij de Adviescommissie tegelijk met het ontwerp van vijfjarig ontwikkelingsplan, opgesteld overeenkomstig artikel 11, een algemeen zelfevaluatieverslag."

**Art. 21.** In artikel 16, § 1 van hetzelfde decreet, in lid 1, worden de woorden "privaatrechtelijke bibliotheken" vervangen door de woorden "privaatrechtelijke rechtspersonen".

Paragraaf 2 van hetzelfde artikel wordt vervangen door: "§ 2. De Regering bepaalt de controleprocedure overeenkomstig de volgende beginselen:

1° op het einde van elk kalenderjaar gaan de regeringsdiensten na of de aan de operator toegekende subsidies zijn gebruikt en of de operator de erkenningsvoorwaarden heeft nageleefd;

2° indien blijkt dat de operator de bepalingen van dit decreet niet naleeft, :

a) de procedure van artikel 15, § 1, indien deze vaststelling plaatsvindt bij de vijfjaarlijkse evaluatie van de erkenning;

b) de procedure van hoofdstuk V, indien de bevinding op een ander tijdstip wordt gedaan.

Paragraaf 3 van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen in operatorensubsidies*

**Art. 22.** In artikel 17, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden "erkende operatoren van de Openbare lectuurvoorziening" vervangen door de woorden "operatoren van de Openbare lectuurvoorziening".

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel wordt het woord "beoogt" vervangen door "omvat".

**Art. 23.** Artikel 18 van het decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 18 § 1. De Regering kent aan elke krachtens dit decreet erkende operator, overeenkomstig de voorwaarden die zij bepaalt:

1° forfaitaire subsidies ter bezoldiging van vaste betrekkingen die door de inrichtende macht uitsluitend worden toegewezen aan de activiteiten van de erkende operator;

2° forfaitaire werkings- en activiteitentoeelagen, gekoppeld aan de uitvoering van het vijfjarenplan.

De regering kan erkende operatoren ook, overeenkomstig de voorwaarden die zij vaststelt:

1° aanvullende forfaitaire subsidies voor de volgende specifieke regelingen:

a) het beheren van een encyclopedische collectie;

b) een lokale mediabibliotheek beheren;

c) een lokale spelbibliotheek beheren;

d) het ontwikkelen van leespraktijken in gevangenissen;

2° eenmalige uitrustings- en ontwikkelingssubsidies;

3° eenmalige subsidies ter ondersteuning van de digitalisering van het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening;

4° subsidies voor infrastructuurprojecten uitgevoerd door lokale collectieve besturen, onder de voorwaarden bepaald in het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van subsidies aan lokale collectieve besturen voor culturele infrastructuurprojecten.

§ 2. De subsidies voor de bezoldiging van vaste betrekkingen worden berekend volgens deze paragraaf:

1° voor de rechtstreekse operatoren erkend als lokale bibliotheken wordt het aantal vaste personeelsleden dat in aanmerking komt voor subsidies als volgt bepaald:

Aantal inwoners	Aantal vaste medewerkers
minder dan 15.000	1,5
van 15.000 tot minder dan 25.000	3
van 25.000 tot minder dan 35.000	5
van 35.000 tot minder dan 50.000	6
van 50.000 tot minder dan 80.000	10
van 80.000 tot minder dan 110.000	13
van 110.000 tot minder dan 140.000	16
van 140.000 tot minder dan 170.000	19
170.000 en meer	25

2° voor rechtstreekse operatoren erkend als bijzondere bibliotheken wordt het aantal vaste personeelsleden dat in aanmerking komt voor subsidies bepaald op 4;

3° voor de steunoperatoren bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, wordt het aantal vaste personeelsleden dat in aanmerking komt voor subsidie als volgt vastgesteld:

Aantal inwoners	Aantal vaste medewerkers
minder dan 750.000	4
van 750.000 tot minder dan 1.000.000	8
1.000.000 of meer	10

Aantal inwoners	Aantal vaste medewerkers
Aantal directe en touroperators	Extra vast personeel
van 19 tot 39	+1
van 40 tot 49	+2
van 50 tot 59	+3
van 60 tot 69	+4
van 70 tot 79	+5
80 jaar en ouder	+6

4° voor de reizende operatoren wordt het aantal vaste personeelsleden dat in aanmerking komt voor subsidies als volgt bepaald :

Competentiegebied	Aantal vaste medewerkers
van 500 tot 3700 km <sup>2</sup>	2
tussen 3.700 en 4.400 km <sup>2</sup>	4
meer dan 4.400 km <sup>2</sup>	6
Aantal inwoners	Extra vast personeel
van 200.000 tot 500.000	+2
van 500.000 tot minder dan 1.000.000	+4
1.000 en meer	+6

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt rekening gehouden met de personen die zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters van het bestreken grondgebied op de dag waarop de erkenningsaanvraag of het algemene zelfevaluatieverslag wordt (worden) ingediend.

In afwijking hiervan kan de betrokken operator verzoeken om een lager aantal permanente vaste medewerkers dan het aantal waarop hij recht heeft. Deze keuze geldt voor de volledige duur van het vijfjarige ontwikkelingsplan.

Het toegekende bedrag per vaste medewerker is vastgesteld op:

1° voor de operatoren of inrichtende machten opgericht in de vorm van een privaatrechtelijke rechtspersoon, bij het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socio-culturele sectoren van de Franse Gemeenschap;

2° voor operatoren of inrichtende machten opgericht in de vorm van een publiekrechtelijke rechtspersoon, door de Regering.

§ 3 Met het oog op de bepaling van het bedrag van de forfaitaire werkings- en activiteitentoeelagen verdeelt de Regering de operatoren in categorieën volgens de principes bepaald in deze paragraaf:

1° rechtstreekse operatoren worden onderverdeeld in vier categorieën volgens:

- a) door de operator ontwikkelde acties ter bevordering van:
- lees- en taalvaardigheden;
  - de organisatie van documentatie (inrichting van lokalen, uitstalvoorwaarden, vernieuwingsprocedures, integratie in het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening);
  - toegang tot documentair onderzoek (fysieke en virtuele toegang, openingstijden, informatie en advies, individuele en collectieve onderzoeksinstrumenten, integratie in het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening)
- b) het aanbod aan documentair en cultureel materiaal, in termen van:
- kwaliteit, verscheidenheid, kwantiteit en vernieuwing van collecties;
  - en het vijfjarig ontwikkelingsplan;
- c) de integratie van het vijfjarig ontwikkelingsplan in het lokale cultuurbeleid (gastheerschap, gezamenlijk beheer van projecten en productie in partnerschap);
- d) procedures voor zelfevaluatie (soort evaluatie, betrokken partijen en kwaliteit van de ontwikkelde instrumenten);

2° de steunoperatoren bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, worden onderverdeeld in vier categorieën volgens :

a) acties die zijn ontwikkeld om de samenwerking tussen rechtstreekse operatoren te organiseren (kwaliteit, kwantiteit, reikwijdte en verwachte effecten)

b) de mate van bundeling van diensten (kwaliteit, kwantiteit, aantal deelnemers en beoogde resultaten)

3° de reizende operatoren worden in twee categorieën onderverdeeld volgens de criteria bedoeld in 1°.

§ 4 In elke provincie en in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen aanvullende subsidies als tegemoetkoming in de bezoldiging van de vaste betrekkingen worden toegekend aan de rechtstreekse operatoren die de instandhouding van een encyclopedische collectie willen verzekeren die beschikbaar is voor de rechtstreekse operatoren en de gebruikers in een ruimer gebied dan dat van hun erkenning.

Het aantal vaste personeelsleden dat in aanmerking komt voor subsidies is als volgt verdeeld:

Gebied	Aantal vaste medewerkers
Provincie Waals-Brabant	7
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	33
Provincie Henegouwen	35
Provincie Luik	29
Provincie Luxemburg	4
Provincie Namen	11



De begunstigde operatoren en het aantal aan hen toegewezen vaste personeelsleden worden bepaald op basis van een voorstel van de steunoperator in de betrokken provincie of regio.

Het toegekende bedrag per vaste medewerker wordt vastgesteld overeenkomstig paragraaf 2.

§ 5 Om in aanmerking te komen voor aanvullende subsidies verbonden aan het beheer van een lokale mediatheek, moet de aanvragende operator voldoen aan de volgende specifieke voorwaarden:

- 1° erkend zijn als minstens een directe of reizende operator van categorie 2;
- 2° geen aanvullende subsidies ontvangen voor een andere specifieke regeling als bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 1°, c) of d);
- 3° het beheer van de lokale mediatheek opnemen in haar vijfjarig ontwikkelingsplan en er een volwaardige prioriteit van maken;
- 4° een strategie ontwikkelen voor het ontwikkelen van leespraktijken en taalvaardigheden die specifiek is voor het betrokken programma en die aansluit bij zijn actieplan, het gebied waarin het actief is en de doelbevolking:
  - a) het beleid inzake uitbreiding en vernieuwing van collecties;
  - b) cataloguslijst en ontwikkelingsbeleid;
  - c) het toegankelijkheidsbeleid, met inbegrip van het prijsbeleid;
  - d) bemiddelingsbeleid;
  - e) partnerschapsovereenkomsten met PointCulture ;
- 5° over voldoende eigen middelen beschikken in termen van:
  - a) verzamelingen van audio-, audiovisuele of digitale media;
  - b) budget, ruimte en opgeleid personeel voor het beheer van het systeem.

De regering stelt de minimumeisen vast die nodig zijn om te voldoen aan de voorwaarden van lid 1.

§ 6 Om in aanmerking te komen voor aanvullende subsidies gekoppeld aan het beheer van een lokale speelgoedbibliotheek, moet de aanvragende operator voldoen aan de volgende specifieke voorwaarden:

- 1° erkend zijn als minstens een directe of reizende operator van categorie 2 ;
- 2° geen aanvullende subsidies te ontvangen voor een andere specifieke regeling als bedoeld in het eerste lid, tweede lid, 1°, b) of d) ;
- 3° het beheer van de lokale speltheek opnemen in haar vijfjarig ontwikkelingsplan en er een volwaardige prioriteit van maken;
- 4° een strategie ontwikkelen voor het ontwikkelen van leespraktijken en taalvaardigheden die specifiek is voor het betreffende programma en die aansluit bij zijn actieplan, het gebied waarin het actief is en de doelbevolking:
  - a) het beleid inzake uitbreiding en vernieuwing van collecties;
  - b) cataloguslijst en ontwikkelingsbeleid;
  - c) het toegankelijkheidsbeleid, met inbegrip van het prijsbeleid;
  - d) bemiddelingsbeleid;
- 5° over voldoende eigen middelen beschikken in termen van:
  - a) verzamelingen van spellen;
  - b) budget, ruimte en opgeleid personeel voor het beheer van het systeem;

De regering stelt de minimumeisen vast die nodig zijn om aan de voorwaarden van lid 1 te voldoen.

§ 7 Om in aanmerking te komen voor aanvullende subsidies voor de ontwikkeling van leespraktijken in gevangenissen, moet de aanvragende operator voldoen aan de volgende specifieke voorwaarden:

- 1° erkend zijn als minstens een directe of reizende operator van categorie 2;
- 2° geen aanvullende subsidies ontvangen voor een andere specifieke regeling als bedoeld in de eerste paragraaf, tweede lid, 1°, b) of c);
- 3° een samenwerkingsprotocol hebben ondertekend met één of meer gevangenissen op hun grondgebied of op een nabijgelegen grondgebied waar er geen erkende directe of reizende operator is;
- 4° een strategie ontwikkelen voor het ontwikkelen van leespraktijken en taalvaardigheden die specifiek is voor het betreffende programma en die aansluit bij zijn actieplan, het gebied waarin het actief is en de doelbevolking:
  - a) het beleid inzake uitbreiding en vernieuwing van collecties;
  - b) cataloguslijst en ontwikkelingsbeleid;
  - c) toegankelijkheidsbeleid;
  - d) bemiddelingsbeleid;
- 5° over voldoende eigen middelen beschikken in termen van budget, ruimte en opgeleid personeel om het programma te beheren.

De regering stelt de minimumeisen vast die nodig zijn om aan de voorwaarden van lid 1 te voldoen.

§ 8. De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan de motivering en de intentieverklaring, bedoeld in het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van subsidies aan lokale collectieve besturen voor culturele infrastructuurprojecten en het uitvoeringsbesluit ervan, moeten voldoen opdat het volledige programma van installaties in overeenstemming is met dit decreet.”.

**Art. 24.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 18/1 als volgt ingevoegd: “Art. 18/1. De Regering kent PointCulture:

- 1° een jaarlijkse tewerkstellingssubsidie toegekend krachtens artikel 5 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socio-culturele sectoren van de Franse Gemeenschap;
- 2° een jaarlijkse werkings- en activiteitentoeelage.

De toekenning van de subsidies bedoeld in lid 1 is onderworpen aan het afsluiten van een programmaovereenkomst tussen de operator en de Franse Gemeenschap. Deze overeenkomst wordt gesloten voor een periode van vijf jaar en vermeldt:

- 1° de door de overeenkomst bestreken periode;
- 2° het vijfjarig ontwikkelingsplan van de operator dat de elementen bedoeld in artikel 11 bevat; het ontwikkelde project moet:
  - a) overeenkomstig de doelstellingen van artikel 1 opgesteld worden;
  - b) specifiek voor de operator en in overeenstemming met zijn deskundigheid en zijn audiovisuele, documentaire en culturele middelen zijn;

c) niet redundant zijn ten opzichte van projecten van dezelfde aard die ontwikkeld worden door andere culturele actoren, al dan niet gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

d) een aanvulling vormen op de activiteiten van andere culturele actoren die door de Franse Gemeenschap erkend of gesubsidieerd worden;

3° de procedures voor het toekennen van subsidies en inzonderheid:

a) de bedragen die jaarlijks worden toegekend;

b) vereffeningsprocedures;

c) indexeringsvoorwaarden;

4° de nadere regels voor de evaluatie van het project en inzonderheid:

a) een beschrijving van het zelfevaluatiesproces overeenkomstig artikel 14;

b) de inhoud van en de nadere regels voor de indiening van het algemene zelfevaluatieverlag;

5° de verbintenissen van de operator in termen van:

a) financieel evenwicht;

b) goed bestuur;

c) respect voor gebruikers;

6° de nadere regels voor het financieel toezicht uitgeoefend door de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de procedures voor het opstellen van een reorganisatieplan indien nodig;

7° de wijze van ondersteuning door de regeringsdiensten;

8° de procedures voor opschorting, wijziging, opzegging en vernieuwing van de overeenkomst”.

**Art. 25.** In artikel 19, § 2, van hetzelfde decreet worden, in de Franse versie, de woorden « Réseau public de la Lecture » telkens vervangen door de woorden « Réseau de la Lecture publique ».

**Art. 26.** Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt: “Art. 20. De bedragen vastgesteld krachtens de artikelen 18, 18/1 en 19 worden elk jaar op 1 januari geïndexeerd volgens de evolutie van het gezondheidsindexcijfer. De regering bepaalt de toepasselijke indexeringsformule.

In afwijking hiervan worden de subsidies berekend overeenkomstig het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socio-culturele sectoren van de Franse Gemeenschap of het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van subsidies aan de lokale collectieve besturen voor culturele infrastructuurprojecten geïndexeerd volgens de nadere regels bepaald bij deze decreten.”.

**Art. 27.** In artikel 21 van hetzelfde decreet worden in lid 2, 2°, de woorden “gestort aan erkende operatoren” vervangen door het woord “vereffend”.

In lid 3 van hetzelfde artikel worden de woorden “aan de vereniging” vervangen door de woorden “aan de operator”.

Lid 4 van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

**Art. 28.** Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt: “Art. 23. Operatoren van het Netwerk van de Openbare leetuurvoorziening die de voorwaarden van dit decreet niet naleven, kunnen hun subsidie of erkenning verliezen.”.

**Art. 29.** In artikel 24, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden “Op basis van een advies van de Algemene Cultuurinspectie waarin wordt vastgesteld dat de operator” vervangen door de woorden “Wanneer zij vaststellen dat een operator van de Openbare leetuurvoorziening”.

**Art. 30.** In artikel 26 van hetzelfde decreet worden de woorden “in artikel 18, 1°” vervangen door de woorden “in artikel 18, § 2 en 4”.

#### HOOFDSTUK 6. — *Overige wijzigingen*

**Art. 31.** Het opschrift van hoofdstuk VI van het decreet wordt vervangen door hetgeen volgt: “Hoofdstuk VI. - Evaluatie van het Netwerk van de Openbare leetuurvoorziening”.

**Art. 32.** In artikel 27 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 vervangen door hetgeen volgt : “§ 1. Elk jaar evalueren de regeringsdiensten de globale werking van het Netwerk van de Openbare leetuurvoorziening. De conclusies van deze evaluatie worden voorgelegd aan de Kamer van Overleg.

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel, in alinea 1, worden de woorden “door de operatoren die zich inzetten voor de ontwikkeling van de Openbare leetuurvoorzieningsdienst” vervangen door de woorden “door het Netwerk van de Openbare leetuurvoorziening”.

In lid 2 van dezelfde paragraaf worden de woorden “van de Openbare leetuurvoorzieningsdienst” vervangen door de woorden “van het Netwerk van de Openbare leetuurvoorziening”.

**Art. 33.** In hetzelfde decreet worden hoofdstuk VII en artikel 28 opgeheven.

**Art. 34.** In hetzelfde decreet wordt artikel 34 opgeheven.

**Art. 35.** In hetzelfde decreet wordt artikel 36 aangevuld met een lid dat als volgt luidt: “In afwijking daarvan treden de paragrafen 5 tot en met 7 van artikel 18 in werking op de door de regering bepaalde datum.”.

**Art. 36.** In artikel 1 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, wordt punt 12° vervangen door hetgeen volgt: “12° “PointCulture”: een operator gespecialiseerd in audiovisuele documentaire en culturele middelen, opgericht als vereniging zonder winstoogmerk ingeschreven in het rechtspersonenregister onder het ondernemingsnummer 0408.336.247;”.

In 9° van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “georganiseerd door het Netwerk van de Openbare leetuurvoorziening” worden vervangen door de woorden “en de organisatie van het Netwerk van de Openbare leetuurvoorziening;”;

2° de woorden "Dienst voor Openbare lectuurvoorziening" worden vervangen door de woorden "Netwerk van de Openbare lectuurvoorziening".

**Art. 37.** Het koninklijk besluit van 7 april 1971 het koninklijk besluit van 7 april 1971 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van subsidies aan de "Médiathèque francophone de Belgique" en de toekenningsvoorwaarden van subsidies aan de regionale en lokale instellingen die audiovisuele middelen lenen aan de dienst voor permanente vorming verstrekken, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 oktober 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen, en het Toezicht op "Wallonie-  
Bruxelles Enseignement",  
F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de  
Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. – Ontwerpdecreet, nr. 591-1 – Amendement(en) in de commissie, nr. 591-2 - Verslag van de Commissie, nr. 591-3 – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 591-4 - Amendement(en) in de vergadering, nr. 591-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 591-6

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 18 oktober 2023.

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/46648]

**19 OCTOBRE 2023. — Décret portant assentiment à la Convention n°188 sur le travail dans la pêche, adoptée par la Conférence internationale du Travail au cours de sa 96ème session qui s'est tenue à Genève le 14 juin 2007 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La Convention n°188 sur le travail dans la pêche, adoptée par la Conférence internationale du Travail au cours de sa 96e session qui s'est tenue à Genève le 14 juin 2007, sortira son plein et entier effet.

**Art. 2.** Les amendements des annexes, qui seront adoptés conformément à l'article 45 de la Convention, sortiront leur plein et entier effet.

**Art. 3.** Le Gouvernement de la Communauté française notifie au Parlement dans un délai de trois mois toute proposition d'amendement visée à l'article 2, qui a été communiquée aux Parties par le Dépositaire.

Dans un délai de six mois suivant la communication du Gouvernement de la Communauté française visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Parlement peut s'opposer à ce qu'un amendement visé à l'article 2, sorte son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 octobre 2023.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-  
Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 582-1 - Rapport de commission, n° 582-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 582-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 18 octobre 2023